

Hommage aux 284 combattants du Bas-Rhin Morts pour la France

Afrique du Nord 1952-1962



Association du Monument de l'Afrique du Nord

Pour que vive leur mémoire...



La Guerre

Historique de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de la Tunisie 1952 - 1962

La chronologie succincte de 7 années d'affrontements se propose de rappeler les principaux faits militaires, qui sont la conséquence de décisions politiques tenues volontairement hors de notre propos.

Pour la compréhension des plus jeunes lecteurs, les affrontements entre la France, le Maroc et la Tunisie se nomment « Combats » alors que ceux entre notre pays et l'Algérie prennent l'appellation de « Maintien de l'ordre ».

En effet, ce n'est pas dans une logique juridique de guerre que les engagements ont lieu, car l'Algérie « C'est la France » avec un découpage administratif similaire, mais néanmoins partiellement différent.

C'est beaucoup plus tard, le 18 octobre 1999, l'Algérie étant devenue indépendante depuis 1962, que la France reconnaîtra qu'il s'est agi d'une guerre : « La guerre d'Algérie ».



■ 1952 : TUNISIE

Début des grèves, sabotages, affrontements, et arrestations diverses en retour.

■ 1953 : MAROC et TUNISIE

Détérioration des relations avec la France. Recherche difficile de mesures d'apaisement.

■ 1954 : MAROC et TUNISIE

Des soldats français occupent les points stratégiques de la Tunisie.

31 juillet : À Carthage, Pierre Mendès-France, Président du Conseil, proclame le principe de l'autonomie interne pour la Tunisie. Plus de 2.500 Tunisiens remettent leurs armes à la commission mixte spécialement créée.

Septembre : Apparition au Maroc d'un embryon d'armée « L'Armée de libération marocaine ».

■ 1954 : ALGERIE (Début de la rébellion)

1^{er} novembre : Toussaint sanglante appelée « Toussaint rouge ».

Une trentaine d'attentats sont commis dans tout le pays. Sept victimes, dont quatre militaires, sont à déplorer.

L'Histoire retiendra cependant que la première victime de ce qui deviendra plus tard la « Guerre d'Algérie » fut le jeune instituteur Guy Monnerot venu en Algérie, avec sa jeune épouse, pour instruire les enfants de la région de Biskra.

12 novembre : Mendès-France, et François Mitterrand, Ministre de l'Intérieur, réaffirment « L'Algérie, c'est la France ! ».

L'Armée française reçoit alors la mission de ramener rapidement la paix dans les régions troublées.

C'est le début des « Opérations de maintien de l'ordre » pour les troupes présentes sur le territoire, puis progressivement renforcées.

Les unités militaires procèdent par des opérations de bouclage et de ratissage qui donnent peu de résultats, mais qui préfigurent néanmoins ce qui sera réussi, bien plus tard, avec des moyens plus importants.

Appel aux premiers supplétifs, peu armés, pour des missions simples d'autodéfense de villages, les « G A D ».

■ 1955 : MAROC

Novembre : Reconnaissance, par la France, de l'État Marocain, mais des troubles persistent encore : 19 soldats trouvent la mort dans une embuscade à Tizi Ouzli le 25 novembre.

■ 1955 : TUNISIE

3 Juin : Autonomie interne en accord avec la France.

■ 1955 : ALGÉRIE (Administration - terreur - répression - pacification)

Les premiers Groupes mobiles de police rurale (GMPR) sont créés, sous l'autorité des préfets, pour participer à la sécurité dans les zones rurales.

2 avril : Vote de l'état d'urgence par le Gouvernement. Par la suite, les « pouvoirs spéciaux » renforceront encore cette situation en donnant plus d'autonomie aux autorités militaires.

D'abord expérimentées en avril, puis généralisées à l'automne, les « Sections administratives spécialisées » (S.A.S) commandées chacune par un Officier, reçoivent la mission de pallier l'insuffisance administrative, éducative et sanitaire du pays.

Chaque SAS est protégée par un petit groupe de supplétifs légèrement armés, « Le maghzen ».

À la fin du conflit, 710 SAS et 30 SAU « Sections Administratives urbaines » auront été créées.

C'est également, selon la décision de Mr J. Soustelle, le début du recrutement des Harkis qui constitueront des unités opérationnelles « Les Harkas » rattachées aux Forces françaises. Les Harkis seront plus de 30 000 à la fin du conflit, soit plus de 100 000 personnes avec les familles.

Les Supplétifs, terme générique habituellement employés, englobent :

- Les G M P R devenus G M S (Groupe mobile de sécurité) en 1958,
- Les Maghzens,
- Les G A D de villages,
- Les Harkis.

En juin, la 7^e Division mécanisée rapide (D.M.R.), en cours d'expérimentation, se prépare pour rejoindre l'Algérie en 1956. Elle recevra la mission de pacifier le sud Constantinois.

Il est décidé de définir des « Zones de pacification », des « Zones d'opération » et des « Zones interdites ».

> Dans les zones de pacification, très peuplées, la pacification sera prioritaire;

> Dans les zones d'opérations, les rebelles y seront pourchassés par tous moyens;

> Dans les zones interdites, très peu peuplées et difficile d'accès, la population sera regroupée au plus près des SAS pour être soignée, instruite et souvent nourrie.

Ces familles, regroupées à partir des zones interdites, seront d'abord assez sommairement logées mais bénéficieront de constantes améliorations.

Plus tard, 1000 villages nouveaux seront réalisés progressivement par notre pays.

L'action éducative et sanitaire au profit de la population sera à la mesure des besoins : des milliers d'instituteurs et 1600 médecins instruisent et soignent gratuitement !

Mais, le FLN a recours à la « Terreur » pour effrayer, convaincre par la force les hésitants, et punir les partisans de la France.



Le 20 août, à Philippeville, Constantine, Aïne - Adid, d'horribles massacres frappent de nombreuses familles européennes et musulmanes francophiles. On dénombrera de très nombreux morts et blessés, y compris dans les rangs des forces de l'ordre intervenues pour faire cesser cette barbarie.

Les données de la pacification sont modifiées, car il s'agit, à présent, plutôt de « Rétablissement de l'ordre ». Ce qui entraîne, par voie de conséquence, une violente répression puis la prise de conscience qu'il est nécessaire d'augmenter les effectifs.

Le 26 août : 57.000 réservistes métropolitains de la disponibilité sont ainsi rappelés alors que, le 19 mai, une classe complète de Français d'Algérie avait déjà été mobilisée sur place.

La 14^e D I quitte la Tunisie pour rejoindre l'Algérie.

■ 1956 : MAROC

2 mars : L'indépendance est ratifiée.

■ 1956 : TUNISIE

20 mars : Accession à l'indépendance.

■ 1956 : ALGERIE (Quadrillage - renforts - moyens aériens - congrès du FLN)

12 mars : Vote des pouvoirs spéciaux pour permettre, selon le gouvernement, le rétablissement de l'ordre, la protection des personnes et des biens, la sauvegarde du territoire.

Le quadrillage devient un élément essentiel de la pacification, mais les effectifs, assez disparates, ne permettent pas encore de le généraliser dans de bonnes conditions opérationnelles.

Rappel des disponibles, entre janvier et août.

Les Forces armées françaises en Algérie passent d'abord à 186.000 hommes, puis progressivement à 400 000 hommes, à partir d'octobre, grâce au rappel de plusieurs classes de réservistes, ainsi qu'au service militaire porté à 27 mois.

11 avril : Création de la Croix de la Valeur militaire.

18 mai : Dans les gorges de Palestro, une patrouille de 21 soldats rappelés tombe dans une embuscade. Un seul soldat parvient à s'échapper !

Immense émotion en Métropole.

Le trinôme « Hélicoptères, unités aguerries, aviation guidée du sol » modifie radicalement les conditions du combat des troupes engagées.

Congrès clandestin du FLN dans la vallée de la Soummam en Kabylie : Principaux points étudiés : Organisation générale politique et militaire, primauté du politique sur le militaire, création des wilayas, terrorisme urbain à développer.

Du 30 septembre au 12 novembre : Attentats à Alger, des morts et de nombreux blessés.

17 décembre : Assassinat d'A. Froger, maire de Boufarik.

Organisation de « Bases arrière » de la rébellion en Tunisie et au Maroc, pays devenus indépendants.

■ 1957 : ALGERIE (Terrorisme - bataille d'Alger - barrages électrifiés)

7 janvier : Tous les pouvoirs de police sont donnés à Alger au Général Massu, commandant la 10^e Division parachutiste, avec mission de mettre fin aux attentats. C'est « L'opération nettoyage de la Casbah ».

11 janvier : Quadrillage d'Alger par des unités parachutistes.

16 janvier : Tentative d'assassinat du Général Salan par des extrémistes européens. Le Commandant Rodier, de son entourage, est tué.

28 janvier au 2 février : Échec de la grève générale organisée par le FLN. L'armée rouvre les boutiques.

Janvier, février, juin : Reprise des attentats à divers endroits d'Alger. Des morts et de très nombreux blessés civils.

Pour empêcher les attentats terroristes urbains qui frappent principalement les civils, l'Armée est contrainte de se « Salir les mains » en utilisant des procédés efficaces, mais contraires à l'éthique.

28 mai : À Melouza, village kabyle, 315 villageois, favorables au MNA, sont massacrés par le FLN.

8 octobre : Mort d'Ali la Pointe dans l'explosion de son refuge provoquée par l'armée. Ce décès, survenant après l'arrestation de Acef Saadi, responsable de la zone autonome d'Alger, met fin à la bataille d'Alger.

Barrages électrifiés en cours de réalisation le long des frontières algéro-tunisienne (450 km environ) et algéro-marocaine (700 km environ) Ces barrages seront connus sous l'appellation, de leurs auteurs « Morice » et « Challe ».

Ces obstacles électrifiés sont minés, surveillés en permanence, battus par les feux de l'artillerie et contrôlés par de solides patrouilles.

Ils favorisent l'intervention rapide des forces françaises et limitent l'entrée des unités FLN en provenance de Tunisie et du Maroc.

■ 1958 : TUNISIE

11 janvier : Accrochage violent. 15 militaires français tués et 4 prisonniers.

4 février : En représailles aux incursions d'unités de l'ALN basées en Tunisie, l'aviation française bombarde le village de Sakiet Sidi Youcef, l'une des bases arrières du FLN dans ce pays. De nombreux morts et blessés.

20 février : Combats à la frontière tunisienne, une section de l'armée française est durement touchée ; les 4 survivants, faits prisonniers, sont emmenés en Tunisie.

27 avril au 3 mai : Tentative de franchissement du barrage par un effectif important de l'ALN dans le secteur de Souk-Ahras ; anéantissement de cette tentative après de violents combats.



■ 1958 : ALGERIE (L'Espoir)

8 mai : Commémoration à Alger de la victoire de 1945.

13 mai : Désordres divers à Alger, grèves.

Création d'un Comité de Salut Public pour le maintien de l'Algérie dans la France; appel au Général De Gaulle.

Fraternisation des communautés.

1^{er} juin : De Gaulle, élu Président du Conseil.

4 et 6 juin : De Gaulle à Alger : « Je vous ai compris », puis 2 jours plus tard à Mostaganem : « Vive l'Algérie Française ».

19 septembre : Constitution du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) présidé par Ferhat Abbas.

28 septembre : Référendum constitutionnel avec 80 % de oui, naissance de la 5^e République Française.

23 octobre : De Gaulle propose la « Paix des braves » rejetée par le FLN.

21 décembre : De Gaulle élu Président de la République.

11 décembre : Arrivée du Général Challe comme Commandant en Chef. Le Général Salan reçoit une autre affectation en métropole.

■ 1959 : ALGERIE (Intensification de la guerre - recherche d'une solution)

6 février : Plan Challe. Début des opérations ratissant le territoire algérien d'Ouest en Est, en mobilisant la totalité des troupes constituant les « Réserves générales ». Renseignées et aidées par les unités dites de « Secteurs », ces opérations obtiennent des résultats importants.

26 mars : Mort du Colonel Amirouche, chef de la Wilaya III, et du Colonel Sidi Haoues, chef de la Wilaya VI, lors d'un violent accrochage dans le djebel Thameur.

Été : Poursuite du plan Challe, opérations d'envergure avec de lourdes pertes pour la rébellion.

16 septembre : Tournant politique : De Gaulle : « Les Algériens fixeront eux-mêmes leur destin ». Le principe de l'autodétermination est ainsi reconnu.

29 septembre : Réunion, à Tunis, du GPRA pour discuter des pourparlers avec le Gouvernement français.

Décembre : Le Colonel Boumediene est nommé Chef de l'Etat-Major de l'ALN.

■ 1960 : ALGERIE (Troubles - pourparlers - l'avenir se dessine)

23 janvier : Le Général Massu est muté en métropole à la suite d'une interview imprudente accordée à un journaliste allemand.

24 janvier au 1^{er} février : Alger, manifestation, contre le départ du Général Massu, qui se transforme rapidement en émeutes ; des barricades sont élevées. Des tirs, non maîtrisés rapidement, entraînent la mort de 19 personnes, dont 14

gendarmes mobiles du côté des Forces de l'Ordre, ainsi que 141 blessés.

13 février : Explosion de la 1^{ère} bombe atomique française à Reggane.

Poursuite des opérations d'envergure ; la rébellion est quasiment vaincue militairement.

10 juin : Pourparlers secrets à l'Elysée avec Si Salah, chef de la Wilaya IV, suite à l'Appel à la « Paix des braves ».

29 juin : Melun, échec de pourparlers préliminaires à un cessez le feu ; les conditions ne sont pas encore réunies.

9 au 13 décembre : Dernier voyage du Général De Gaulle en Algérie.

11 décembre : Manifestations de la population à Alger, puis dans diverses régions du territoire, en faveur de l'indépendance. Combattues, ces manifestations hostiles causeront malheureusement des morts et de nombreux blessés.

19 décembre : Reconnaissance du « Droit à l'autodétermination et à l'indépendance » au peuple algérien voté par l'ONU.

■ 1961 : ALGERIE (Le putsch - première phase des négociations - l'OAS)

8 janvier : Référendum sur l'autodétermination :

France : **75 % oui**

Algérie : **69% oui**

11 février : Création de l'OAS, à Madrid (Organisation de l'Armée Secrète).

31 mars : Assassinat par l'OAS de Camille Blanc, Maire d'Evian, ville qui accueille les négociateurs français et ceux du GPRA.

22 avril : Tentative de Coup d'Etat, ou Putsch d'Alger, par les Généraux M. Challe, E. Jouhaud, R. Salan et A. Zeller.

26 avril : Fin du putsch d'Alger. Les Généraux M. Challe et A. Zeller se mettent à la disposition de la justice ; les Généraux R. Salan et E. Jouhaud passent dans la clandestinité.

28 avril : création du haut tribunal militaire.

20 mai : Ouverture des pourparlers d'Evian.

21 mai : Trêve unilatérale décidée par la France et fin provisoire des grandes opérations militaires.

3 août : Le Colonel Godard organise l'OAS qui sera dirigée par R. Salan, avec E. Jouhaud en second.

5 octobre : A Paris, couvre-feu de 20 heures à 5 heures 30 du matin pour les musulmans, décrété par le Préfet de police Maurice Papon, conséquence de la multiplication des attentats du FLN contre les forces de l'ordre en Métropole.

17 octobre : A Paris, manifestation organisée par le FLN, faisant suite au couvre-feu imposé par le Préfet de Police. De nombreuses arrestations, et une controverse sur le nombre de décès qui dure encore après 50 années !

22 au 23 novembre : Attentats OAS à Alger et en Métropole.

■ 1961 : TUNISIE (Base de Bizerte)

19 au 13 juillet : Suite au refus de la France de libérer la Base de Bizerte, les forces tunisiennes bloquent la Base. Intervention de renforts en provenance d'Algérie pour dégager les forces françaises. De très nombreux tués du côté tunisien et 24 du côté français.

■ 1961 : MAROC

Septembre : Retrait définitif des troupes françaises du Maroc.

■ 1962 : ALGERIE (Fin du conflit - attentats - enlèvement)

Janvier, février : Attentats OAS à Paris, Alger, Oran.

8 février : Paris, manifestation anti-OAS, charges policières, 8 morts à la station métro Charonne.

7 mars : Ouverture des négociations officielles à Evian entre les délégations française et du GPRA.

18 mars : Signature des Accords d'Evian.

19 mars : 12 heures, proclamation du cessez le feu en Algérie.

22 mars : 6 appelés sont tués et 10 sont blessés par l'OAS.

23 mars : A Bab el Oued, des combats entre l'OAS et les Forces de l'ordre font 15 tués et 40 blessés parmi celles-ci. Les pertes des civils ne peuvent être évaluées.

26 mars : Alger, manifestation européenne pour le maintien de l'Algérie dans la France. Fusillade de la rue d'Isly avec les Forces de l'Ordre : 46 morts, 150 blessés.

8 avril : « Cessez le feu » approuvé par référendum : 90,75 % oui.

Avril-Mai : Désordres et attentats OAS en Algérie : tactique de la « Terre brûlée ».

Plusieurs dizaines de milliers de supplétifs et leurs familles, fidèles à la France et à la parole donnée, sont honteusement abandonnés après avoir été désarmés.

Massacres massifs des forces supplétives (Harkis et autres) à partir d'avril.

De mars à juillet : Assassinats et enlèvements de soldats et de civils français isolés. Exode difficile de nombreux européens et supplétifs vers la Métropole.

2 mai : Alger, plusieurs dizaines de dockers musulmans tués lors d'un attentat à la voiture piégée.

3 juillet : Proclamation de l'Indépendance de l'Algérie.

5 juillet : Oran, massacres et enlèvements de très nombreux européens et musulmans à la suite d'une manifestation, lors du retour de l'ALN du Maroc.

8 octobre : L'Algérie devient le 109^{ème} membre de l'ONU. Dans cette guerre, la France a perdu, selon le journal officiel

du 07 août 1986, 23 196 militaires dont 1 247 au Maroc et 665 en Tunisie.

Après le 19 mars 1962, 152 militaires sont tués et 162 ont disparu. 50 000 à 70 000 supplétifs auraient été assassinés.

Le FLN aurait perdu de l'ordre de 152 000 combattants au cours de ce conflit.

Conclusion

Les événements du 8 mai 1945 portaient en germe les épreuves qui se sont manifestées de 1954 à 1962.

Mais la France, comme l'Algérie d'aujourd'hui, au delà de cette tragique confrontation, doivent regarder leur Histoire, avec lucidité !

Certes, le « devoir de mémoire » s'impose à nous, comme aux algériens pour ce qui les concerne !

Nous ne pouvons oublier nos morts, les enlèvements, les massacres, la tragédie des supplétifs et des rapatriés et le non respect des accords d'Evian sur le terrain en 1962.

De leur côté, les algériens ne peuvent oublier leurs morts dans cette guerre civile transformée en très difficile guerre d'indépendance, gagnée politiquement au prix de nombreuses souffrances.

Mais, c'est la France qui a construit l'Algérie moderne, économiquement viable, avec des élites formées dans notre langue.

Par ailleurs, la France n'oublie pas les Tirailleurs, Turcos, Zouaves, Spahis, Goumiers etc... venus combattre pour sa défense en 1870, 1914/1918, 1940/1945.

50 ans après la fin de cette tragédie, le temps est venu de respecter toutes les souffrances, de réparer toutes les blessures et d'écrire, enfin, de nouvelles pages de relations franco-algérienne.

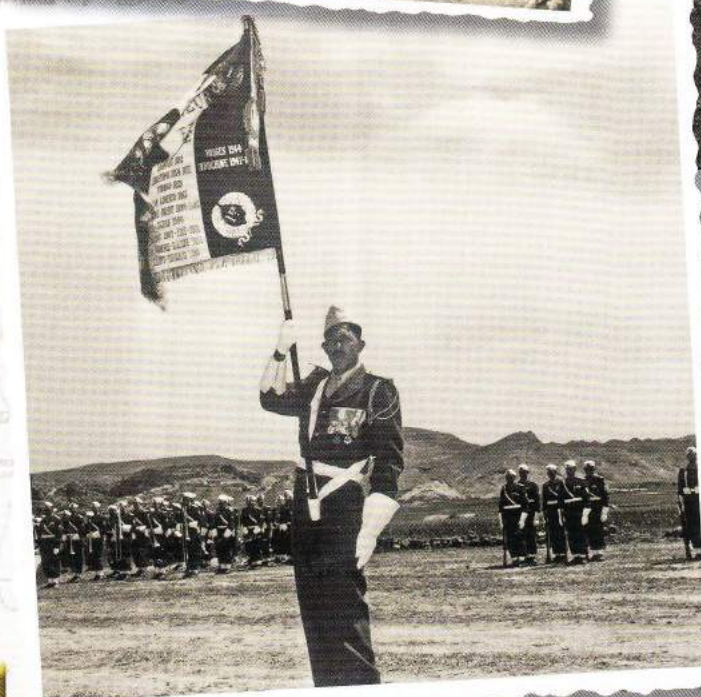
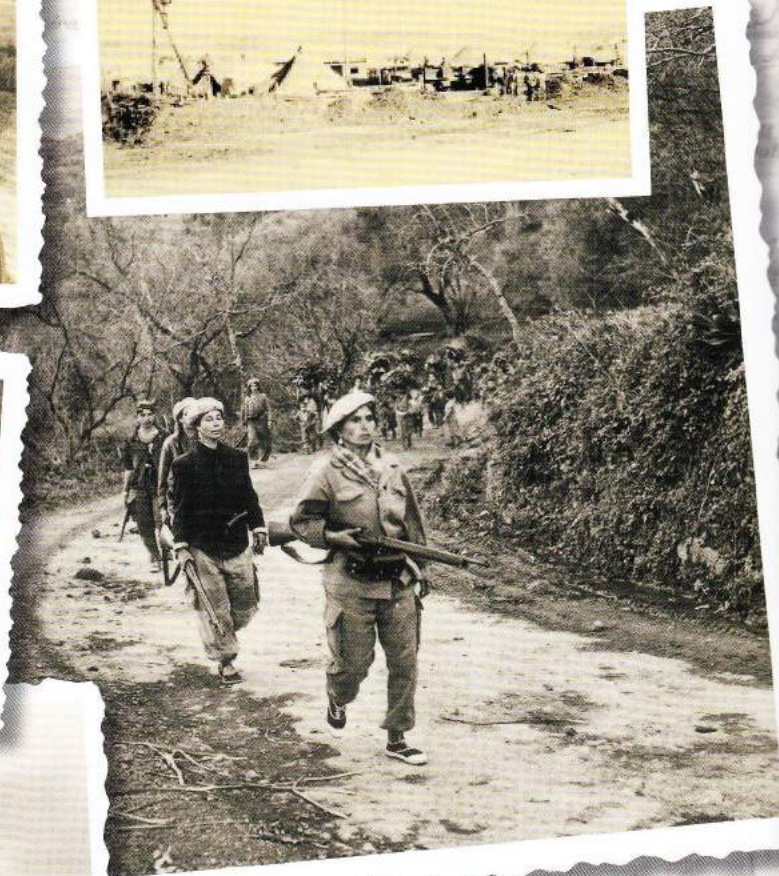
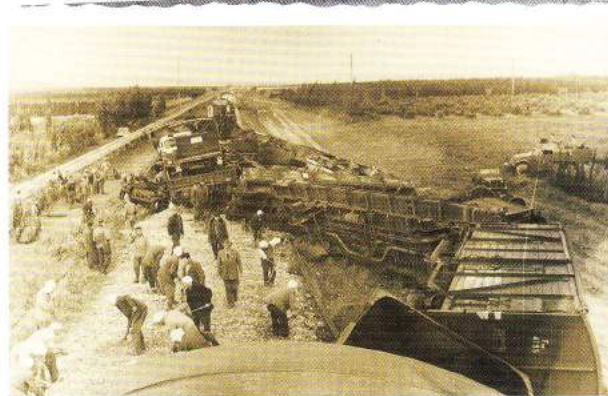
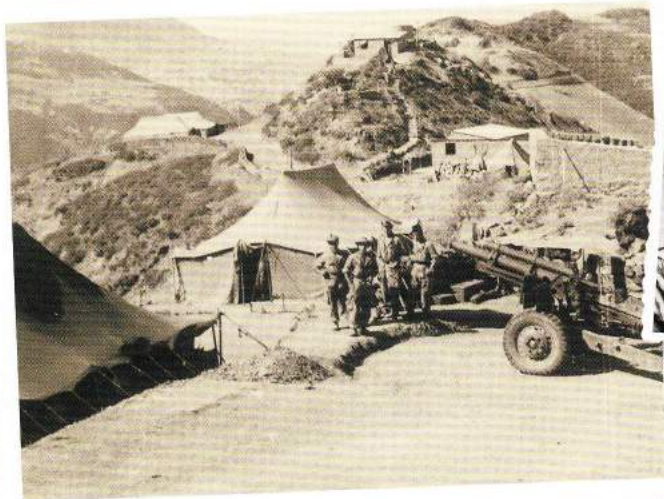
Oui le temps est venu de faire succéder à la guerre des mémoires la Paix des Mémoires, autrement dit promouvoir une mémoire partagée, une mémoire apaisée.

Autrement dit, réconcilier la France et l'Algérie.

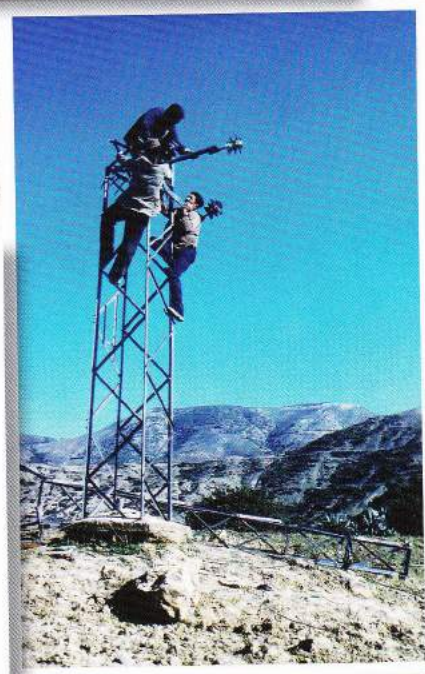
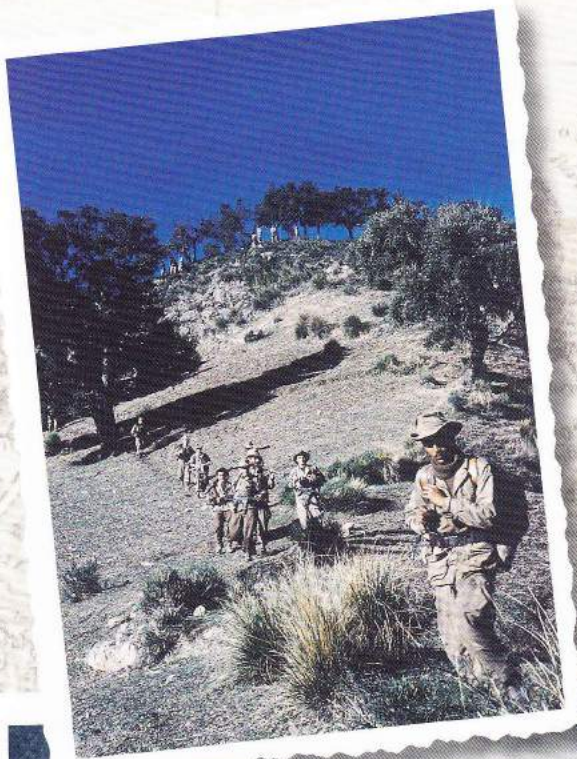
Une réconciliation basée sur le respect d'un passé commun assumé avec ses ombres et ses lumières.

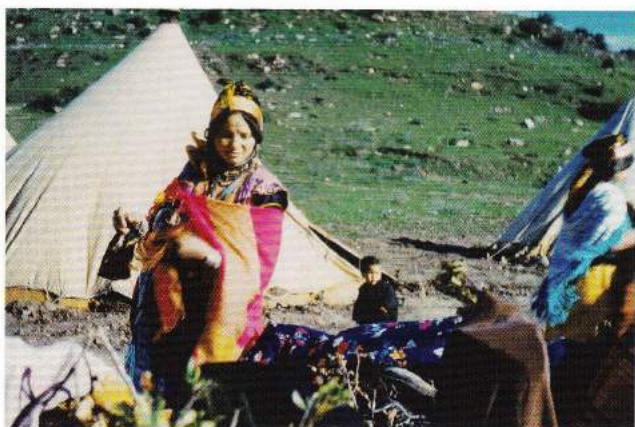
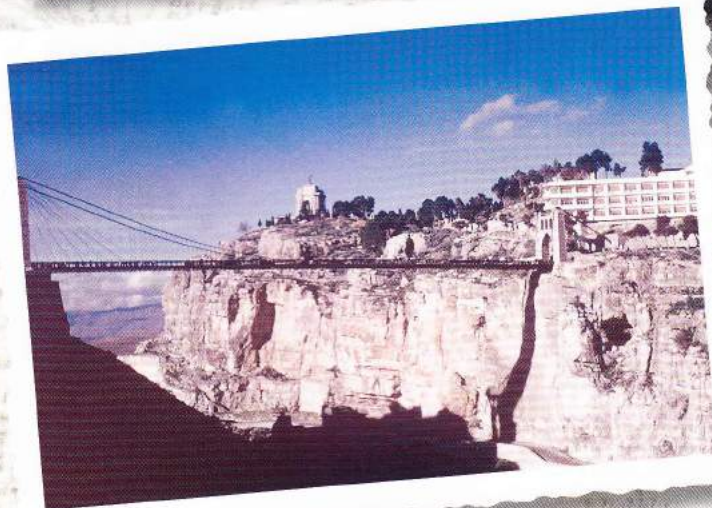
Dans l'Ecclésiaste, il est dit qu'il y a un temps pour toute chose sous le ciel : pour se taire, pour parler, pour tuer et pour guérir.

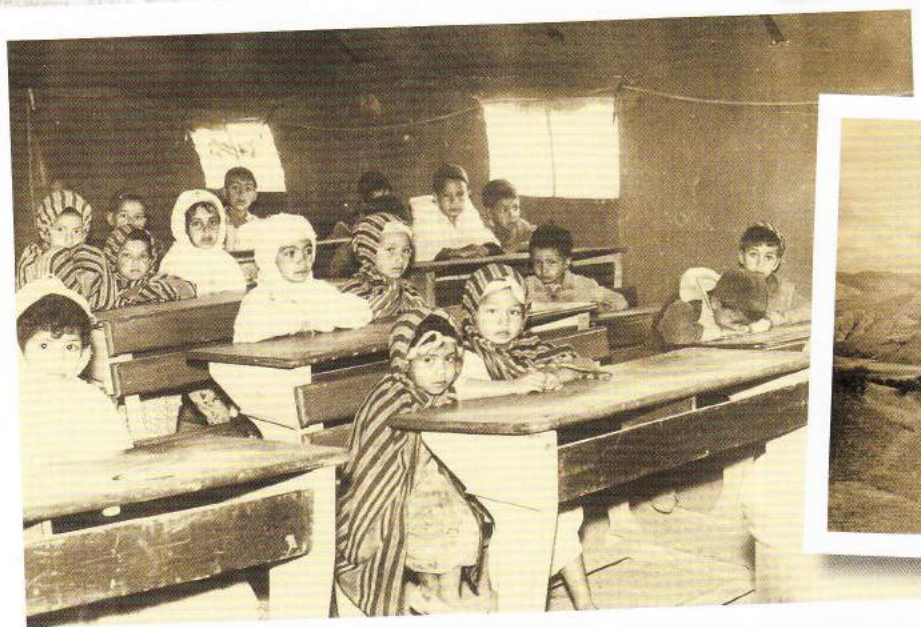
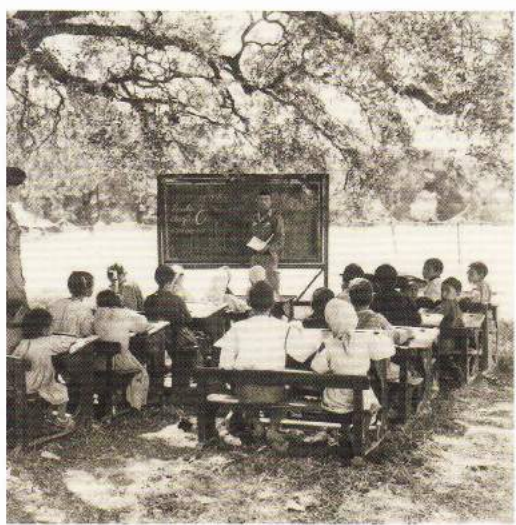
Bibliographie : Revues diverses d'ACVG sur le sujet - Mémoire et vérité de l'ASAF - Souvenirs des membres de l'association A.M.A.N ayant réalisé le monument du Bas-Rhin - Internet.

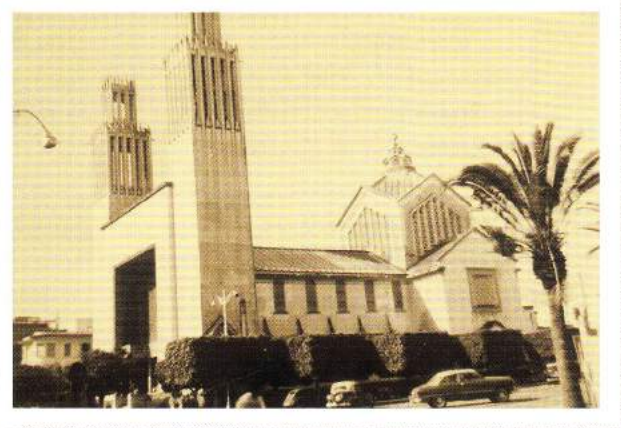
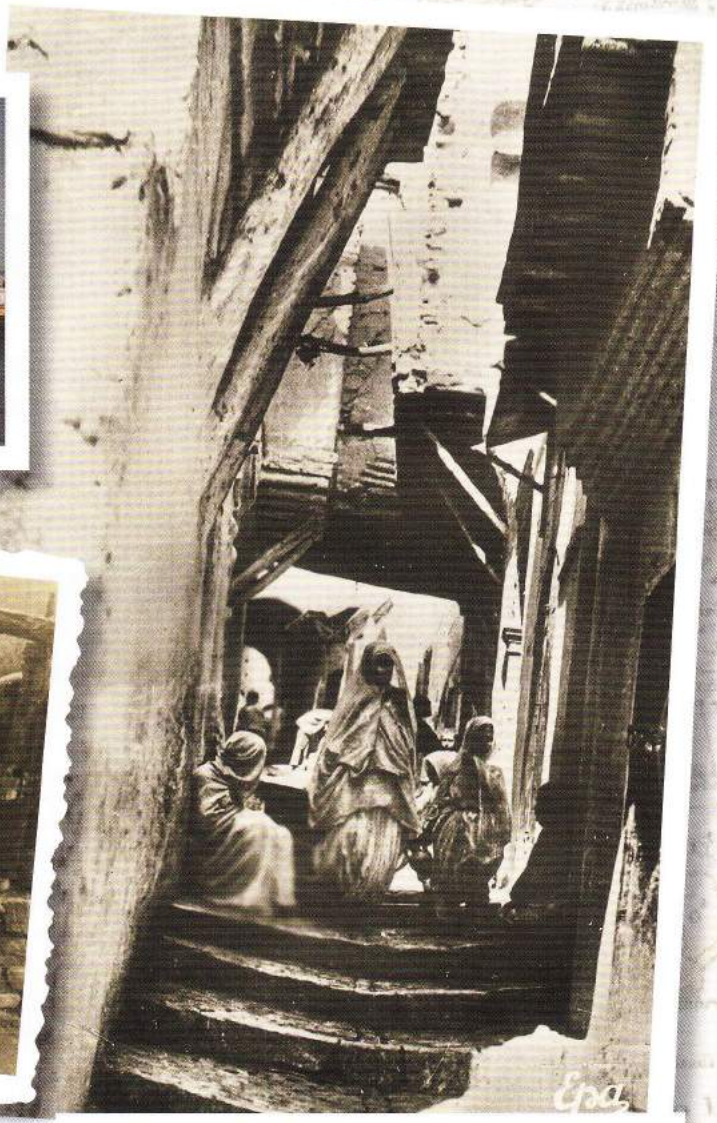












Porte-drapeaux



Les familles

Des participants consultent la liste des victimes.

